ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 27 ΙΟΥΝΙΟΥ 1974	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 178

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 429

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Βουκουρεστίῳ τὴν 19ην Ὀκτωβρίου 1972 ὑπογραφείσης Συμβάσεως μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας «δικαστικῆς ἀρωγῆς ἐπὶ ἀστικῶν καὶ ποινικῶν ὑποθέσεων καὶ τοῦ προσηρτημένου αὐτῇ Πρωτοκόλλου.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον 1.

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχὺν Νόμου ἡ ἐν Βουκουρεστίῳ ὑπογραφεῖσα τὴν 19ην Ὀκτωβρίου 1972 Σύμβασις δικαστικῆς ἀρωγῆς ἐπὶ θεμάτων ἀστικοῦ καὶ ποινικοῦ δικαίου μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας, μετὰ τοῦ προσηρτημένου αὐτῇ Πρωτοκόλλου, ὧν τὰ κείμενα ἔπονται ἐν πρωτοτύποις εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικήν :

CONVENTION

D'assistance juridique en matière civile et pénale entre le Royaume de Grèce et la Republique Socialiste de Roumanie.

Le Royaume de Grèce et la République Socialiste de Roumanie, désirant réglementer l' assistance juridique en matière civile et pénale dans l' esprit du respect de la souveraineté, de l' indépendance nationale, de l' égalité en droits, de la non - immixtion dans les affaires interieures et des avantages réciproques, ont décidé de conclure la présente Convention et, dans ce but, ont désigné leurs plénipotentiaires :

Le Royaume de Gréce a désigné M. Aristote PHRYDAS, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Grèce à Bucarest ;

La République Socialiste de Roumanie a désigné M. Nicolae ECOBESCU, Adjoint du Ministère des Affaires Entrangères ;

lesquels, après l' échange de leurs pleins pouvoirs. reconnus en bonne e due forme, sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I

Dispositions générales

Article 1.

1. Les citoyens de chaque Partie contractante jouissent sur le territoire de l'autre Partie contractante, en ce qui concerne leurs droits personnels et patrimoniaux, de la même protection juridique que ses propres citoyens.

2. Les citoyens de chaque Partie contractante ont le droit de s'adresser librement et sans entraves aux instances judiciaires et aux institutions de l'autre Partie contractante dont la compétence comprend les causes civiles et pénales, denommées dans les textes suivants par l'expression «Institutions judiciaires»; ils peuvent soutenir leurs intérêts devant ces instances, formuler les demandes et introduire des actions dans les mêmes conditions que ses propres citoyens.

3. Les dispositions de la présente Convention relatives aux citoyens de chaque Partie contractante s'appliquent également aux personnes juridiques créées conformément aux lois de la Partie contractante sur le territoire de laquelle se trouve leur siège.

Article 2.

Il ne pourra être imposé aux citoyens, demandeurs ou intervenants, de chacune des Parties contractantes, ni caution, ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, à raison soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Article 3.

En vue de l'accomplissement des dispositions de la présente Convention et sauf stipulation contraire, les institutions judiciaires des deux Parties contractantes communiquent entre elles par l'intermédiaire de leurs Ministères de la Justice.

Article 4.

1. Les demandes sollicitant l'assistance juridique, de même que les actes annexés aux demandes seront rédigés dans la langue de la Partie requérante et seront accompagnés d'une traduction. Les demandes doivent être revêtues du sceau officiel.

2. La traduction sera certifiée par un traducteur officiel de l'autorité dont émane l'acte ou par la mission diplomatique ou le poste consulaire de l'une des Parties contractantes.

Article 5.

Les Ministères de la Justice et les Parquets généraux des Parties contractantes se communiqueront réciproquement, à leur demande, les informations relatives aux dispositions légales actuelles ou celles qui étaient précédemment en vigueur en matière de droit civil, pénal, de procédure pénale et civile.

Article 6.

L'assistance juridique peut être refusée si la Partie contractante requise considère qu'en donnant satisfaction à la demande, les principes fondamentaux de sa législation, sa souveraineté, sa sécurité ou son ordre public pourraient être atteints.

CHAPITRE II

Assistance judiciaire gratuite, dispenses et réductions de taxes

Article 7.

1. Les citoyens d'une Partie contractante bénéficient, devant les instances judiciaires situées sur le territoire de l'autre Partie contractante, de l'assistance judiciaire gratuite, de dispenses et de réductions des taxes de timbre, accordées aux citoyens de cette dernière par rapport à leur situation matérielle, dans la même mesure et dans les mêmes conditions.

2. Les avantages mentionnés au paragraphe 1, accordés à l'une des parties dans une action intentée devant une institution judiciaire de l'une des Parties contractantes s'aapliquent également à l'éxecution des commissions rogatoires et à la communication d'actes dans la même cause, effectuée sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Article 8.

1. L'attestation relative à la situation matérielle, nécessaire pour obtenir les avantages prévus à l'article 7, sera délivrée par l'autorité compétente de la Partie contractante sur le territoire de laquelle le demandeur a son domicile ou sa résidence.

2. Si le domicile ou la résidence du demandeur se trouve sur le territoire d'un Etat tiers, sera considérée comme suffisante l'attestation delivrée par la mission diplomatique ou le poste consulaire de la Partie contractante dont le demandeur est citoyen, territorialement compétents quant à l'endroit où ce dernier a son domicile ou à sa résidence.

Article 9.

L'institution judiciaire à laquelle a été sollicitée l'assistance judiciaire gratuite et les avantages prévus à l'article 7, décide conformément aux lois de son Etat, pouvant, au besoin, demander des données supplémentaires.

Article 10.

1. Si le citoyen de l'une des Parties contractantes, domicilié ou ayant sa résidence sur le territoire de celle-ci, désire bénéficier devant une institution judiciaire de l'autre Partie contractante des avantages prévus à l'article 7, il pourra le demander à l'institution judiciaire compétente de son domicile ou de sa résidence, conformément aux lois de son propre Etat.

L'institution judiciaire, à laquelle a été adressée la requête du demandeur, doit se charger de la traduction de la demande, de l'attestation prévue à l'article 8 et des annexes éventuelles.

2. L'institution judiciaire qui, conformément au paragraphe 1, a été saisie de la demande, l'enverra avec l'attestation prévue à l'article 8 et les annexes éventuelles, à l'institution judiciaire compétente de l'autre Partie contractante.

CHAPITRE III

Communication des actes judiciaires et extrajudiciaires et exécution des commissions rogatoires.

Article 11.

Les Parties contractantes, sous réserve des dispositions relatives à l'extradition, effectueront les transmissions d'actes et de commissions rogatoires en matière de droit civil et pénal par l'intermédiaire des Ministères de la Justice.

Les dispositions de l'alinéa précédent n'excluent pas, pour les Parties contractantes, la possibilité de remettre directement par leurs missions diplomatiques ou leurs postes consulaires tous les actes judiciaires ou extrajudiciaires destinés à leurs citoeyens, si ceux-ci acceptent de les recevoir.

Article 12.

La demande aux fins de transmission d'actes ou d'exécution de commissions rogatoires comprendra les données suivantes :

a) l'objet de la demande;

b) le nom et le prénom des parties, la qualité, l' occupation, leur domicile ou leur résidence; pour les personnes juridiques, leur dénomination et leur siège;

c) le nom, prénom et adresse des représentants des parties, selon le cas;

d) les données nécessaires quant à l'objet de la demande spécialement l'adresse du destinataire —en cas de demande de transmission d'actes et pour les commisions rogatoires— les circonstances nécessitant l'administration de preuves et, selon le cas, les questions devant être posées aux témoins;

e) en matière pénale, la qualification de l'information commise.

Article 13.

L'institution sollicitée transmet les actes conformément aux dispositions légales en vigueur dans son Etat, et seulement si ces actes sont accompagnés d'une traduction. Dans le cas contraire, elle remettra les actes au destinataire si ce dernier accepte de les recevoir.

Article 14.

1. Si l'adresse de la personne qui doit être appelée à témoigner ou de recevoir un acte n'est pas indiquée avec précision ou si elle est inexacte, l'institution requise devra établir l'adresse exacte dans la mesure du possible.

2. Si l'institution requise n'est pas compétente pour satisfaire la demande, elle la transmettra, d'office, à l'institution compétente et en informera l'institution requérante.

Article 15.

La preuve de la remise des actes sera dressée conformément aux dispositions légales en vigueur sur le territoire de la Partie contractante requise.

Article 16.

1. L'institution à laquelle a été adressée une demande de commission rogatoire devra l'exécuter en employant, en cas de nécessité, les mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution des commissions rogatoires requises par les institutions de son Etat.

2. A la demande de l'institution requérante, l'institution requise portera en temps utile à la connaissance de l'institution requérante ou des parties le lieu et la date à laquelle sera exécutée la commission rogatoire.

Article 17.

Dans le cas où la demande n'a pu être satisfaite, les actes seront restitués; les motifs pour lesquels elle n'a pu être satisfaite ou pour lesquels ele a été refusée devront être communiqués.

Article 18.

Les frais causés par l'accomplissement des demandes ne seront pas remboursés entre les Parties contractantes, à l'exception de la rémunération des experts et d'autres frais nécessités par l'exécution des expertises. Le quantum et la nature des frais qui devront être remboursés seront communiqués à l'institution requérante.

CHAPITRE IV

Protection des témoins et des experts

Article 19.

Si une personne, quelle que soit sa citoyenneté, réçoit sur le territoire de l'une Parties contractantes une convocation pour comparaître devant les autorités judiciaires de l'autre Partie contractante comme témoin ou expert et qu'elle se présente volontairement devant ces autorités à la suite de cette convocation, elle ne peut être (pour être) poursuivie, détenue ou privée de liberté sur le territoire de la Partie requérante pour l'infraction formant l'objet du procès dans lequel elle a été citée ou pour une autre infraction commise avant son départ du territoire de la Partie requise, pas plus qu'à cause de sa déposition dans ledit procès.

Article 20.

L'immunité prévue à l'article précédent cessera lorsque le témoin ou l'expert, ayant eu la possibilité de quitter le territoire de la Partie requérante pendant dix jours consécutifs après que les autorités judiciaires lui ont fait connaître que sa présence n'était plus nécessaire, sera néanmoins demeuré sur ce territoire ou y sera retourné après l'avoir quitté. Il est entendu que dans ce délai n'est pas inclus le laps de temps durant lequel le témoin ou l'expert n'a pu quitter le territoire de cette Partie pour des motifs indépendants de sa volonté.

CHAPITRE V

Reconnaissaince et exécution des décisions judiciaires et arbitrales

Article 21.

1. Chaque Partie contractante s'engage à reconnaître et à rendre exécutoires sur son territoire les décisions ci-dessous rendues sur le territoire de l'autre Partie contractante :

a) les décisions judiciaires définitives et exécutoires rendues dans les causes civiles;

b) les décisions définitives et exécutoires rendues dans des causes pénales quant à la réparation des dommages et à la restitution de biens,

c) les transactions judiciaires dans les causes civiles

2. Sont considérées comme décisions judiciaires au sens du paragraphe 1 les jugements rendus en matière successorale par les organes d'une Partie contractante qui, d'après sa législation, sont compétents pour débattre les causes successorales.

Article 22.

Les décisions judiciaires mentionnées à l'article 21 seront reconnues et rendues exécutoires dans les conditions suivantes :

a) lorsque, conformément aux lois de la Partie contractante sur le territoire de laquelle est sollicitée la reconnaissance ou l'exécution, la compétence des instances judiciaires de la Partie contractante sur le territoire de laquelle a été prononcée la décision en cause, n'est pas exclue;

b) si la décision judiciaire est définitive et exécutoire d'après la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle elle a été prononcée;

c) lorsque, par la reconnaissance ou l'exécution de la décision judiciaire, il ne sera pas porté atteinte aux principes fondamentaux de la législation ou de l'ordre public de la Partie contractante sur le territoire de laquelle la décision devrait être reconnue ou exécutée;

d) lorsque, dans la même cause, il n'a pas été prononcé antérieurement une décision passée en force de chose jugée rendue par une autorité judiciaire compétente de la Partie requise;

e) lorsque la personne n'ayant pas été partie au procès et contre laquelle le jugement a été rendu a reçu en temps utile —elle ou son représentant— la citation ou copie de l'action avec les actes annexés, conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle le jugement a été prononcé; la citation faite par voie d'affichage n'est pas considérée comme remise.

Article 23.

1. La demande visant à reconnaître et à rendre la décision exécutoire peut être déposée directement par la partie intéressée devant l'instance compétente de la Partie contractante sur le territoire de laquelle devrait être effectuée l'exécution, ou devant l'instance qui s'est prononcée en premier ressort dans la cause en question.

2. Devront être annexées à la demande :

a) une copie certifiée de la décision judiciaire ou la transaction judiciaire, ainsi qu'une attestation certifiant que la décision est définitive et exécutoire, si ces éléments ne résultent pas de la décision elle-même;

b) une attestation certifiant que la partie n'ayant pas participé au procès et contre laquelle a été rendue la décision, a été citée en temps utile et conformément à la législation de le Partie contractante sur le territoire de laquelle a été prononcée la décision;

c) la traduction des actes mentionnés aux alinéas a et b, ainsi que la traduction de la demande si elle n'a pas été rédigée dans la langue de la Partie contractante sur le territoire de laquelle la décision devrait être reconnue ou exécutée.

3. La demande d'exécution peut être formulée en même temps que la demande visant à reconnaître et à rendre la décision exécutoire.

Article 24.

1. Les instances de la Partie contractante sur le territoire de laquelle devra être reconnue et exécutée la décision statueront sur l'autorisation d'exécution et sur les objections opposées et procéderont à la reconnaissance et l'exécution confermément à leurs propres lois, à moins de dispositions contraires de la présente Convention.

2. L'instance saisie de la demande visant à reconnaître et rendre la décision exécutoire se limitera à établir l'existence des conditions prévues à l'article 22; si ces conditions sont réunies, l'instance autorisera la reconnaissance et l'exécution.

Article 25.

Les décisions judiciaires définitives de l'une des Parties contractantes dans les causes relatives au statut personnel de ses propres citoyens sont reconnues et ont des effets sur le territoire de l'autre Partie contractante sans aucune procédure de reconnaisance.

Article 26.

1. Lorsque l'une des parties au procès, dispensée de déposer une garantie processuelle, est obligée par jugement définitif de payer les frais de justice à l'autre partie, ce jugement sera exécuté sur demande gratuitement sur le territoire de l'autre Partie contractante.

2. En ce qui concerne la poursuite des frais de justice avancés par l'Etat et des taxes dont la partie a été déchargée, l'instance de la Partie contractante sur le territoire de laquelle a pris naissance l'obligation de paiement demandera à l'instance compétente de l'autre Partie contractante de poursuivre la récupération de ces frais et taxes. La somme perçue sera mise à la disposition de la mission diplomatique ou du poste consulaire de l'autre Partie contractante.

3. Aux demandes prévues aux paragraphes 1 et 2, devront être annéxées une copie certifiée de la partie du jugement relative au quantum des frais de justice et taxes, une attestation certifiant que le jugement est définitif et une traduction de ces actes.

4. L'instance qui autorise l'exécution des décisions prévues aux paragraphes 1 et 2 se limite à la seule vérification des éléments attestant que la décision est définitive et exécutive.

Article 27.

Chaque Partie contractante reconnaîtra et autorisera l'exécution sur son territoire des décisions arbitrales en matière commerciale prononcées sur le territoire de l'autre Partie contractante conformément à la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, adoptée à New York, le 10 juin 1958.

Les sentences arbitrales en matière civile prononcées sur le territoire de l'une des Partie contractantes seront reconnues et pourront être exécutées sur le territoire de l'autre Partie contractante dans les conditions des articles 22 et 23, et dans la mesure où ces conditions sont applicables aux sentences arbitrales.

Article 28.

L'application des dispositions relavites à l'exécution des décisions judiciaires et arbitrales et des transactions judiciaires ne peut porter atteinte aux dispositions légales des Parties contractantes relatives au transfert de sommes d'argent ou à la transmission de biens obtenus à la suite de l'exécution.

CHAPITRE VI

Extradition

Article 29.

Les Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement. conformément aux règles et aux conditions prévues au présent chapitre, en vue de poursuites pénales, de jugement ou d'exécution de la peine, les personnes se trouvant sur le territoire de l'une d'elles qui sont poursuivies ou recherchées aux fins precitées par les autorités de l'autre Partie contractante.

L'extradition n'est admise que si le fait incriminé ou pour lequel la personne a été condamnée et dont l' extradition est demandée est prévu comme infraction par les lois des deux Parties contractantes.

L'extradition en vue de poursuites ou de mise en jugement n'est admise que si, conformément aux lois des deux Parties contractantes, le fait est punissable d'une peine privative de liberté supérieure à deux ans ou d'une peine plus sévère. Lorsque l'extradition est demandée aux fins de l'exécution de la peine, elle n'est admise que si la peine prononcée est supérieure à une durée d'un an ou si elle est plus sévère.

Article 30.

Ne peuvent être extradées :

a) les personnes qui, à la date de la réception de la demande d'extradition, sont citoyens de la Partie contractante requise;

b) les personnes sans citoyenneté domiciliées sur le territoire de la Partie requise; ainsi que les personnes dont l'extradition est interdite par la législation de la Partie requise.

Article 31.

L'extradition n'est pas admise si :

a) le fait a été commis sur le territoire de la partie requise;

b) l'infraction à cause de laquelle l'extradition est demandée a été commise hors du territoire de la Partie requérante et lorsque la législation de la Partie requise ne prévoit pas de poursuite dans le cas d'une semblable infraction commise hors de son territoire, on n'admet pas l'extradition pour les infractions faisant l'objet de la demande d'extradition;

c) confermément aux lois des deux Parties contractantes, l'action pénale ne peut être déclenchée que par la plainte préalable de la personne lésée;

d) le fait pour le quel l'extradition est demandée est, conformément à la législation de l'une des Parties contractantes, prescrit ou amnistié, ou s'il existe une autre cause légale qui empêche le déclenchement de l'action pénale ou l'exécution de la peine;

e) à l'encontre de la personne dont l'extradition est demandée a été prononcée une décision définitive par les Autorités Judiciaires de la Partie Requise ou si ces dernières ont arrêté les poursuites pénales pour le même fait.

Article 32

L'extradition peut être ajournée si le personne dont l'extradition est demandée est impliquée dans un procès pénal ou doit purger une peine privative de liberté prononcée par une instance de la Partie requise.

En cas d'ajournement, l'extradition ne peut avoir lieu qu'après la fin du procès pénal ou, dans le cas d'un jugement de condamnation, après que la peine aura été exécutée.

Dans le cas où l'ajournement arriverait à atteindre l'échéance du délai de prescription de l'action pénale ou pourrait créer de grandes difficultés pour l'établissement des faits, l'extradition temporaire pourra être admise sous la condition expresse que la personne extradée sera retournée après l'accomplissement des actes de procédure pour lesquels l'extradition a été admise.

Article 33

La personne extradée ne peut être poursuivie ou jugée pour une infraction autre que celle qui a provoqué l'extradition, ne peut être soumise à exécuter une autre peine que celle qui a provoqué l'extradition et ne peut être extradée envers un Etat tiers que si:

a) il existe un accord préalable de la Partie requise;

b) quoique ayant eu la possibilité, elle n'a pas quitté le territoire de la Partie requérante dans un délai d'un mois après la fin du procés pénal ou l'exécution de la peine ou, étant sortie de ce territoire, elle y est revenue.

Article 34

En matière d'extradition, les deux Parties contractantes communiquent entre elles par l'intermédiaire des Ministères des Affaires Etrangères.

Article 35

1. A la demande d'extradition adressée à la Partie requise devront être annexées:

a) la copie certifiée du mandat d'arrêt et, lorsque l'extradition est demandée en vue de l'exécution de la peine, la copie certifiée du jugement définitif. Au cas où le mandat d'arrêt ne mentionne pas le fait avec indication du lieu et du moment où il a été commis et sa qualification juridique, ces éléments seront contenus dans une annexe certifiée;

b) la copie des textes légaux applicables à la cause;

c) les renseignements concernant la durée de la peine non effectuée, dans le cas de demande d'extradition d'une personne condamnée et n'ayant exécuté qu'une partie de la peine;

d) toutes données pouvant servir à l'identification de la personne dont l'extradition est demandée.

2. La Partie requise peut demander des données supplémentaires au cas où les indications prévues au paragraphe précédent seraient incomplètes. L'autre Partie doit répondre à cette demande dans un délai n'excédant pas deux mois. Ce délai peut être prolongé encore de quinze jours par les Parties contractantes pour des motifs fondés.

3. Si la Partie requérante ne présente pas les données supplémentaires dans le délai susdit, la Partie requise peut mettre en liberté la personne arrêtée.

Article 36

Lorsque les conditions de forme de l'extradition ont été remplies, la Partie requise, après avoir reçu la demande d'extradition, prendra sans retard les mesures d'arrestation de la persenne visée par la demande d'extradition, à l'exception des cas où conformément à la présente Convention, l'extradition ne peut avoir lieu.

Article 37.

En cas d'urgence, l'arrestation d'une personne peut également avoir lieu avant la réception de la demande d'extradition si la Partie contractante requérante était intervenue dans ce sens. L'intervention mentionnera le mandat d'arrêt ou la décision définitive rendue contre cette personne. en spécifiant que la demande d' extradition sera envoyée ultérieurement. La demande d'arrestation provisoire sera transmise aux autorités de la Partie requise soit par voie postale ou télégraphique, soit par tout autre moyen laissant une trace écrite.

L'autre Partie contractante sera immédiatement avisée de l'arrestation effectuée conformément à l'alinéa précédent.

La durée de la détention préventive decidée conformément à l'alinéa 1, ne peut excéder un mois. Ce délai pourra être prolongé de quinze jours, à la demande de la Partie requérante.

Toutefois, la mise en liberté provisoire est possible à tout moment, sauf pour la Partie requise à prendre toute mesure qu'elle estimera nécessaire en vue d'éviter la fuite de la personne reclamée.

Article 38.

La Partie requise fera connaître à la Partie requérante sa décision sur l'extradition.

En cas de rejet total ou partiel prononcé par l'autorité judiciaire, les motifs de la décision seront communiqués à la Partie requérante.

Au cas d'admission de l'extradition, la Partie requise est obligée de communiquer à la Partie requérante le lieu et la date de la remise de l'extradé.

Si le représentant de la Partie requérante ne se présente pas au lieu et à la date indiqués pour recevoir la personne dont l'extradition a été admise, celle-ci pourra être mise en libertée. En tout cas, elle sera mise en liberté à l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la date précitée. Dans ce cas, si la demande d'extradition est répétée, elle pourra être rejetée.

Article 39.

Si l'extradition de la même personne est demandée par plusieurs Etats, la Partie requise décidera à quel Etat se fera l'extradition.

Article 40

Si la personne extradée parvient à se soustraire aux poursuites pénales, à ne pas comparaître en justice ou à ne pas exécuter la peine et si elle revient sur le territoire de la Partie requise, elle pourra être extradée à nouveau. Dans ce cas, il n'est plus nécessaire d'annexer à la damande les actes prévus à l'article 35.

Article 41

A la demande de la Partie requérante, la Partie requise transmettra:

a) les objets pouvant servir comme moyens de preuve dans le procès pénal; ces objets seront également transmis dans le cas où l'extradition ne peut avoir lieu pour cause de décès, d'évasion ou d'autres circonstances;

b) les objets provenant avec évidence du fait de l'infraction ou ayant servi à sa perpétration.

La livraison des objets se fait contre reçu.

Si les objets demandés sont nécessaires à la Partie requise dans un procès pénal, ils peuvent être provisoirement retenus ou livrés sous condition d'être restitués.

Les droits de la Partie requise ou ceux des tiers sur ces objets sont réservés. Si de tels droits existent, les objets seront restitués à la Partie requise le plus tôt possible.

La livraison des sommes d'argent ou d'autres biens se fera en respectant les lois de la Partie requise.

Article 42

Chaque Partie contractante autorise, à la demande de l'autre, le transit sur son territoire des personnes extradées à ce dernier par un Etat tiers.

La demande d'autorisation est alors transmise et traitée d'après les mêmes règles que la demande d'extradition.

Article 43

Les frais d'extradition sont à la charge de la Partie sur le territoire de laquelle ils ont été effectués.

Les frais de transit sont à la charge de la Partie requérante.

Article 44

Les Parties contractantes se communiquent réciproquement les informations relatives au résultat du procés penal intenté contre les personnes extradées. Si contre ces personnes a été rendue une sentence définitive, une copie de cette sentence devra être envoyée.

Article 45

Chaque Patrie contractante communiquera à l'autre les données concernant les décisions définitives prononcées par les instances de l'une des Parties contractantes contre des citoyens de l'autre Partie; seront transmises en même temps les empreintes digitales existantes des condamnés.

Article 46

A la demande des instances judiciaires ou des organes d'instruction pénale d'une des Parties contractantes seront fournies gratuitement par l'autre Partie des informations sur les antécédents pénaux des personnes poursuivies ou mises en jugement sur la territoire de cette Partie contractante. La communication sera faite conformément à l'article 3.

CHAPITRE VII

Dispositions finales

Article 47

1. La présente Convention sera soumise à ratification. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Athènes le plustôt possible.

2. La Convention entrera en vigueur le soixantième jour à copmter de la date de l'échange des instruments de ratification.

Article 48

La Convention est conclue pour une période de cinq ans et sera considérée comme prorogée chaque fois pour une nouvelle période de cinq ans si ni l'une ni l'autre des Parties contractantes ne l'a dénoncée six mois au moins avant l'expiration de ce délai.

Fait à Bucarest le dix neuf octobre 1972, en deux exemplaires originaux, en langue française, les deux textes faisant également foi.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Pour	Pour
le Royaume de Grèce	la République Socialiste de Roumanie
(sign.) A. PHRYDAS	(sign.) N. ECOBESCU

PROTOCOLE

Lors de la signature de la Convention entre de Royaume de Grèce et la République Socialiste de Roumanie relative à l'assistance juridique en matière civile et pénale, les plénipotentiaires y soussignés sont convenus des dispositions suivantes, qui sont considérées comme faisant partie intégrante de la Convention susmentionnée:

I. Au seus de la Couvention

1. L'expression «en matière civile» comprend aussi le droit commercial, le droit de la famille et le statut personnel.

2. L'expression «autorité judiciaire» indique toute autorité dans la compétence de laquelle entre la connaissance des causes civiles et penales, conformément aux lois de chacune des deux Parties contractantes.

II. Lorsque les dispositions de la Convention exigent une traduction des actes ou documents, celle-ci sera faite dans la langue de la Partie requise ou en langue française.

Pour	Pour
le Royaume de Grèce	la République Socialiste de Roumanie
(sign.) A. PHRYDAS	(sign.) N. ECOBESCU

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Περὶ Δικαστικῆς ἀρωγῆς ἐπὶ ἀστικῶν καὶ ποινικῶν ὑποθέσεων μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας.

Τὸ Βασίλειον τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Ρουμανίας, ἐπιθυμοῦσαι ὅπως ρυθμίσουν τὰ τῆς δικαστικῆς ἀρωγῆς ἐπὶ ἀστικῶν καὶ ποινικῶν ὑποθέσεων ἐν πνεύματι σεβασμοῦ τῆς κυριαρχίας, τῆς ἐθνικῆς ἀνεξαρτησίας, τῆς ἰσότητος δικαιωμάτων, τῆς μὴ ἀναμίξεως εἰς τὰς ἐσωτερικὰς ὑποθέσεις καὶ τῶν ἀμοιβαίων πλεονεκτημάτων, ἀπεφάσισαν ὅπως συνάψουν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, διὰ τὸν σκοπὸν δὲ αὐτὸν διώρισαν τοὺς πληρεξουσίους των :

Τὸ Βασίλειον τῆς Ἑλλάδος διώρισε τὸν κ. Ἀριστοτέλην Φρυδάν, ἔκτακτον καὶ πληρεξούσιον Πρέσβυν τῆς Ἑλλάδος ἐν Βουκουρεστίῳ.

Ἡ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Ρουμανίας διώρισε τὸν κ. NIKOLAE ECOBESCU, Ἀναπληρωτὴν Ὑπουργὸν Ἐξωτερικῶν, οὗτοι δέ, μετὰ τὴν ἀνταλλαγὴν τῶν πληρεξουσίων των, ἀναγνωρισθέντων ἐν τάξει, συνεφώνησαν ὡς ἕπεται :

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι

Γενικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 1.

1. Οἱ πολῖται ἑκάστου συμβαλλομένου Μέρους ἀπολαύουν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰ προσωπικὰ καὶ περιουσιακὰ αὐτῶν δικαιώματα, τῆς αὐτῆς ὡς καὶ οἱ ἴδιοι αὐτοῦ πολῖται δικαστικῆς προστασίας.

2. Οἱ πολῖται ἑκάστου συμβαλλομένου Μέρους ἔχουν δικαίωμα νὰ ἀπευθύνωνται ἐλευθέρως καὶ ἀπροσκόπτως εἰς τὰ δικαστήρια καὶ ἱδρύματα τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους τῶν ὁποίων ἡ ἁρμοδιότης περιλαμβάνει τὰς ἀστικὰς καὶ ποινικὰς ὑποθέσεις καὶ ἅτινα καλοῦνται ἐφ' ἑξῆς «δικαστικαὶ ἀρχαί». Δύνανται νὰ ὑποστηρίζουν τὰ συμφέροντα των ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων τούτων, νὰ ὑποβάλλουν αἰτήσεις καὶ νὰ ἐγείρουν ἀγωγὰς ὑπὸ τὰς αὐτὰς προϋποθέσεις ὡς καὶ οἱ ἴδιοι αὐτοῦ πολῖται.

3. Αἱ σχετικαὶ πρὸς τοὺς πολίτας ἑκάστου συμβαλλομένου Μέρους διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἐφαρμόζονται ὁμοίως καὶ ἐπὶ τῶν νομικῶν προσώπων τῶν συσταθέντων συμφώνως πρὸς τὸ δίκαιον τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου εὑρίσκεται ἡ ἕδρα των.

Ἄρθρον 2.

Δὲν δύναται νὰ ἐπιβληθῇ εἰς τοὺς πολίτας, ἐνάγοντας ἢ παρεμβαίνοντας, ἑκατέρου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν κατάθεσις παραβόλων, οὐδὲ ἐγγυήσεων, οἱαδήποτε καὶ ἐὰν εἶναι ἡ ὀνομασία των, ὡς ἐκ τοῦ ὅτι τυγχάνουν ἀλλοδαποὶ ἢ ὅτι ἡ κατοικία ἢ διαμονὴ αὐτῶν δὲν εὑρίσκεται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου μέρους.

Ἄρθρον 3.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως, καὶ πλὴν ἐὰν ἄλλως ὁρίζεται, αἱ δικαστικαὶ ἀρχαὶ τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν ἐπικοινωνοῦν μεταξὺ των μέσῳ τῶν Ὑπουργείων Δικαιοσύνης αὐτῶν.

Ἄρθρον 4.

1. Αἱ αἰτήσεις παροχῆς δικαστικῆς ἀρωγῆς, ὡς καὶ τὰ συνημμένα εἰς τὰς αἰτήσεις ἔγγραφα, θὰ συντάσσωνται εἰς τὴν γλῶσσαν τοῦ αἰτοῦντος, καὶ θὰ συνοδεύωνται ὑπὸ μεταφράσεως. Αἱ αἰτήσεις δέον νὰ φέρουν τὴν κρατικὴν σφραγίδα.

2. Ἡ μετάφρασις θὰ ἐπικυροῦται ὑπὸ ἐπισήμου μεταφραστοῦ τῆς ἀρχῆς ἐξ ἧς προέρχεται τὸ ἔγγραφον ἢ ὑπὸ τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς ἢ τοῦ προξενικοῦ γραφείου ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 5.

Τὰ Ὑπουργεῖα Δικαιοσύνης καὶ αἱ Γενικαὶ Εἰσαγγελίαι τῶν συμβαλλομένων Μερῶν κοινοποιοῦν ἀμοιβαίως, τῇ αἰτήσει των, τὰς πληροφορίας τὰς σχετικὰς πρὸς τὰς ἰσχυούσας ἢ παρελθούσης ἰσχύος νομικὰς διατάξεις, ἀστικοῦ ἢ ποινικοῦ δικαίου, ποινικῆς ἢ πολιτικῆς δικονομίας.

Ἄρθρον 6.

Τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις συμβαλλόμενον Μέρος, δύνανται νὰ ἀρνηθῇ τὴν παροχὴν δικαστικῆς ἀρωγῆς, ἐὰν κρίνῃ ὅτι διὰ τῆς ἱκανοποιήσεως τῆς αἰτήσεως, θὰ ἠδύνατο νὰ ὑπάρξῃ προσβολὴ τῶν θεμελειωδῶν νομοθετικῶν του ἀρχῶν τῆς κυριαρχίας, τῆς ἀσφαλείας ἢ τῆς δημοσίας τάξεως αὐτοῦ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ

Δωρεὰν δικαστικὴ ἀρωγή, ἀπαλλαγαὶ καὶ ἐκπτώσεις τελῶν χαρτοσήμου.

Ἄρθρον 7.

1. Οἱ πολῖται τοῦ ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους ἀπολαύουν ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων, τῶν κειμένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους, τῆς δωρεὰν δικαστικῆς συνδρομῆς, τῶν ἀπαλλαγῶν καὶ τῶν ἐκπτώσεων τῶν τελῶν χαρτοσήμου, αἵτινες παρέχονται εἰς τοὺς πολίτας τοῦ τελευταίου τούτου, ἐν σχέσει πρὸς τὴν οἰκονομικὴν των κατάστασιν, κατὰ τὸ αὐτὸ μέτρον καὶ ὑπὸ τὰς αὐτὰς προϋποθέσεις.

2. Τὰ ἐν παραγράφῳ 1 ἀναφερθέντα πλεονεκτήματα, τὰ παραχωρούμενα εἰς ἕνα τῶν διαδίκων εἰς ἀγωγὴν ἐγερθεῖσαν ἐνώπιον δικαστηρίου ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἐφαρμόζονται ὁμοίως καὶ εἰς τὴν ἐκτέλεσιν τῶν δικαστικῶν παραγγελιῶν, ὡς καὶ εἰς τὴν κοινοποίησιν ἐγγράφων ἐπὶ τῆς αὐτῆς ὑποθέσεως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 8.

1. Ἡ σχετικὴ πρὸς τὴν οἰκονομικὴν κατάστασιν πιστοποίησις, ἀναγκαία διὰ τὴν παροχὴν τῶν ἐν ἄρθρῳ 6 εὐεργετημάτων, δίδεται ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ἔχει τὴν κατοικίαν του ἢ τὴν διαμονήν του ὁ αἰτῶν.

2. Ἐὰν ἡ κατοικία ἢ ἡ διαμονὴ τοῦ αἰτοῦντος εὑρίσκεται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τρίτου κράτους, θὰ θεωρῆται ὡς ἐπαρκὴς ἡ πιστοποίησις ἡ χορηγουμένη ὑπὸ τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς ἢ τοῦ προξενικοῦ γραφείου τοῦ συμβαλλομένου Μέρους τοῦ ὁποίου πολίτης εἶναι ὁ αἰτῶν τῶν ἐδαφικῶς ἁρμοδίων ὅσον ἀφορᾷ τὸν τόπον ὅπου ὁ τελευταῖος οὗτος ἔχει τὴν κατοικίαν του ἢ τὴν διαμονήν του.

Ἄρθρον 9.

Ἡ δικαστικὴ ἀρχὴ παρὰ τῆς ὁποίας ζητεῖται ἡ δωρεὰν δικαστικὴ συνδρομὴ καὶ τὰ ἐν ἄρθρῳ 7 εὐεργετήματα, ἀποφασίζει συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους τοῦ κράτους της, δυναμένη, ἐν ἀνάγκῃ, νὰ ζητήσῃ συμπληρωματικὰ στοιχεῖα.

Ἄρθρον 10.

1. Ἐὰν ὁ πολίτης ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν, κατοικῶν ἢ διαμένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του, θέλει νὰ τύχῃ παρὰ τινι δικαστικῇ ἀρχῇ τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους τῶν ἐν ἄρθρῳ 7 εὐεργετημάτων, θὰ δύναται νὰ ζητήσῃ ταῦτα ἀπὸ τὴν ἁρμοδίαν δικαστικὴν ἀρχὴν τοῦ τόπου τῆς κατοικίας του ἢ τῆ διαμονῆς του, συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους τοῦ Κράτους του.

Ἡ δικαστικὴ ἀρχή, πρὸς τὴν ὁποίαν ἀπευθύνεται ἡ αἴτησις τοῦ αἰτοῦντος, δέον νὰ ἀναλάβῃ τὴν μετάφρασιν τῆς αἰτήσεως, τὴν ἐν ἄρθρῳ 8 προβλεπομένην πιστοποίησιν καὶ τὰ τυχὸν παραρτήματα.

2. Ἡ δικαστικὴ ἀρχή, ἥτις, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 1 ἐπελήφθη τῆς αἰτήσεως, ἀποστέλλει αὐτὴν ὁμοῦ μετὰ τῆς ἐν ἄρθρῳ 8 προβλεπομένης πιστοποιήσεως καὶ τῶν τυχὸν παραρτημάτων, εἰς τὴν ἁρμοδίαν δικαστικὴν ἀρχὴν τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ

Κοινοποίησις δικαστικῶν καὶ ἐξωδίκων πράξεων, καὶ ἐκτέλεσις τῶν δικαστικῶν παραγγελιῶν.

Ἄρθρον 11.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη, ἐπιφυλασσομένων τῶν σχετικῶν πρὸς τὴν ἔκδοσιν διατάξεων, θὰ πραγματοποιοῦν τὰς διαβιβάσεις πράξεων καὶ δικαστικῶν παραγγελιῶν ἐπὶ θεμάτων ἀστικοῦ καὶ ποινικοῦ δικαίου μέσῳ τῶν Ὑπουργείων Δικαιοσύνης.

Αἱ διατάξεις τοῦ προηγουμένου ἐδαφίου δὲν ἀποκλείουν διὰ τὰ συμβαλλόμενα Μέρη τὴν δυνατότητα ἀμέσου ἐπιδόσεως διὰ τῶν διπλωματικῶν των ἀποστολῶν ἢ τῶν προξενικῶν των γραφείων πάσης φύσεως δικαστικῶν ἢ ἐξωδίκων πράξεων ἀπευθυνομένων πρὸς τοὺς πολίτας των, ἐὰν οὗτοι δέχωνται νὰ τὰς παραλάβουν.

Ἄρθρον 12.

Ἡ αἴτησις περὶ διαβιβάσεως ἐγγράφων ἢ ἐκτελέσεως δικαστικῶν παραγγελιῶν θὰ περιλαμβάνῃ τὰ κάτωθι στοιχεῖα :

α) Τὸ ἀντικείμενον τῆς αἰτήσεως.

β) Τὸ ὄνομα καὶ τὸ ἐπώνυμον τῶν διαδίκων, τὴν ἰδιότητα τὸ ἐπάγγελμα, τὴν κατοικίαν ἢ τὴν διαμονὴν αὐτῶν ἐπὶ δὲ τῶν νομικῶν προσώπων, τὴν ἐπωνυμίαν καὶ τὴν ἕδραν αὐτῶν.

γ) Τὸ ὄνομα, τὸ ἐπώνυμον καὶ τὴν διεύθυνσιν τῶν ἀντιπροσώπων τῶν μερῶν, κατὰ περίπτωσιν.

δ) Τὰ ἀναγκαῖα στοιχεῖα σχετικῶς πρὸς τὸ ἀντικείμενον τῆς αἰτήσεως, εἰδικῶς δὲ τὴν διεύθυνσιν τοῦ παραλήπτου εἰς περίπτωσιν διαβιβάσεως ἐγγράφων καὶ διὰ τὰς δικαστικὰς παραγγελίας—, τὰς περιστάσεις ἕνεκα τῶν ὁποίων ἀπαιτεῖται ἡ διεξαγωγὴ ἀποδείξεως, καί, κατὰ περίπτωσιν τὰς πρὸς τοὺς μάρτυρας θετέας ἐρωτήσεις.

ε) Ἐπὶ ποινικῶν ὑποθέσεων, τὸν χαρακτηρισμὸν τῆς διαπραχθείσης παραβάσεως.

Ἄρθρον 13.

Ἡ δικαστικὴ ἀρχὴ πρὸς ἣν ἀπηυθύνθη αἴτησις, διαβιβάζει τὰ ἔγγραφα συμφώνως πρὸς τὰς ἐν τῷ Κράτει της ἰσχυούσας νομικὰς διατάξεις καὶ μόνον ἐὰν τὰ ἔγγραφα ταῦτα συνοδεύωνται ὑπὸ ἐπισήμου μεταφράσεως. Ἐν ἐναντίᾳ περιπτώσει, παραδίδει τὰ ἔγγραφα εἰς τὸν παραλήπτην ἐὰν οὗτος δέχεται νὰ τὰ παραλάβῃ.

Ἄρθρον 14.

1. Ἐὰν ἡ διεύθυνσις τοῦ προσώπου τὸ ὁποῖον δέον νὰ κληθῇ νὰ καταθέσῃ ὡς μάρτυς ἢ νὰ λάβῃ ἔγγραφόν τι δὲν καθορίζηται ἐπακριβῶς ἢ εἶναι ἀνακριβής, ἡ δικαστικὴ ἀρχὴ πρὸς ἣν ἡ αἴτησις ὀφείλει νὰ διαπιστώσῃ τὴν ἀκριβῆ διεύθυνσιν ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ.

2. Ἐὰν ἡ δικαστικὴ ἀρχὴ πρὸς ἣν ἡ αἴτησις δὲν εἶναι ἁρμοδία διὰ τὴν ἱκανοποίησιν τῆς αἰτήσεως, θὰ τὴν διαβιβάσῃ αὐτεπαγγέλτως εἰς τὴν ἁρμοδίαν δικαστικὴν ἀρχήν, γνωρίζουσα σχετικῶς εἰς τὴν αἰτήσασαν ἀρχήν.

Ἄρθρον 15.

Ἡ ἀπόδειξις τῆς ἐπιδόσεως τῶν ἐγγράφων θὰ συντάσσηται συμφώνως πρὸς τοὺς κανόνας τοὺς ἰσχύοντας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ συμβαλλομένου Μέρους πρὸς ὃ ἡ αἴτησις.

Ἄρθρον 16.

1. Ἡ ἀρχὴ πρὸς ἣν ἀπηυθύνθη αἴτησις δικαστικῆς παραγγελίας ὀφείλει νὰ τὴν ἐκτελέσῃ ποιουμένη χρῆσιν, ἐν περιπτώσει ἀνάγκης, τῶν αὐτῶν μέσων καταναγκασμοῦ, ὡς καὶ προκειμένου περὶ ἐκτελέσεως τῶν δικαστικῶν παραγγελιῶν τῶν δικαστηρίων τοῦ ἰδίου αὐτῆς κράτους.

2. Τῇ αἰτήσει τῆς αἰτούσης ἀρχῆς, ἡ πρὸς ἣν ἡ αἴτησις ἀρχὴ θὰ γνωρίσῃ ἐν εὐθέτῳ χρόνῳ εἰς τὴν αἰτοῦσαν ἀρχὴν ἢ τοὺς διαδίκους τὸν τόπον καὶ τὸν χρόνον ἐκτελέσεως τῆς δικαστικῆς παραγγελίας.

Ἄρθρον 17.

Εἰς ἣν περίπτωσιν ἡ αἴτησις δὲν κατέστη δυνατὸν νὰ ἱκανοποιηθῇ, τὰ ἔγγραφα ἐπιστρέφονται, ἀνακοινοῦνται δὲ οἱ λόγοι δι' οὓς δὲν κατέστη δυνατὸν νὰ ἱκανοποιηθῇ αὕτη ἢ δὲν ἐγένετο ἀποδεκτή.

Ἄρθρον 18.

Αἱ ἐκ τῆς ἐκτελέσεως τῶν αἰτήσεων προκαλούμεναι δαπάναι δὲν θὰ ἀποδίδωνται μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἐξαιρέσει τῶν ἀμοιβῶν τῶν πραγματογνωμόνων ἢ ἄλλων ἐξόδων ἀναγκαιούντων διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς πραγματογνωμοσύνης. Τὸ ὕψος καὶ ἡ φύσις τῶν ἀποδοτέων δαπανῶν θὰ ἀνακοινοῦνται εἰς τὴν αἰτοῦσαν ἀρχήν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV

Προστασία τῶν μαρτύρων καὶ τῶν πραγματογνωμόνων.

Ἄρθρον 19.

Ἐάν τις, ἀνεξαρτήτως ἰθαγενείας, λάβῃ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν κλῆσιν ὅπως προσέλθῃ ἐνώπιον τῶν δικαστικῶν ἀρχῶν τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους, ὡς μάρτυς ἢ πραγματογνώμων, προσέλθῃ δὲ ἐνώπιον τῶν ἀρχῶν τούτων ἐκουσίως κατόπιν τῆς κλήσεως ταύτης, οὗτος δὲν δύναται νὰ διωχθῇ, κρατηθῇ ἢ στερηθῇ τῆς ἐλευθερίας του ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ αἰτοῦντος Μέρους διὰ τὸ ἀδίκημα τὸ ὁποῖον ἀποτελεῖ τὸ ἀντικείμενον τῆς δίκης εἰς ἣν ἐκλητεύθη ἢ καὶ δι' ἄλλο τι ἀδίκημα διαπραχθὲν πρὸ τῆς ἀναχωρήσεώς του ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρους, οὐδὲ ἐπίσης καὶ λόγῳ τῆς καταθέσεώς του εἰς τὴν ἐν λόγῳ δίκην.

Ἄρθρον 20.

Ἡ ἐν τῷ προηγουμένῳ ἄρθρῳ προβλεπομένη ἀσυλία θὰ παύσῃ ἐὰν ὁ μάρτυς ἢ ὁ πραγματογνώμων, ἔχων τὴν δυνατότητα νὰ ἐγκαταλείψῃ τὸ ἔδαφος τοῦ αἰτοῦντος Μέρους ἐπὶ δέκα συνεχεῖς ἡμέρας ἀφ' ἧς αἱ δικαστικαὶ ἀρχαὶ τῷ ἐκοινοποίησαν ὅτι ἡ παρουσία του δὲν εἶναι πλέον ἀναγκαία, ἐν τούτοις παραμείνῃ εἰς τὸ ἔδαφος τοῦτο ἢ ἐπανέλθῃ ἐκεῖ μετὰ τὴν ἐκεῖθεν ἀναχώρησίν του. Ἐννοεῖται ὅτι εἰς τὴν ὡς ἄνω προθεσμίαν δὲν περιλαμβάνεται τὸ χρονικὸν διάστημα κατὰ τὸ ὁποῖον ὁ μάρτυς ἢ ὁ πραγματογνώμων δὲν ἠδυνήθη νὰ ἐγκαταλείψῃ τὸ ἔδαφος τοῦ Μέρους τούτου διὰ λόγους ἀνεξαρτήτους τῆς θελήσεώς του.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V

Ἀναγνώρισις καὶ ἐκτέλεσις τῶν δικαστικῶν καὶ διαιτητικῶν ἀποφάσεων.

Ἄρθρον 21.

1. Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος θὰ ἀναγνωρίζῃ καὶ θὰ κηρύσσῃ ἐκτελεστὰς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του τὰς κάτωθι δικαστικὰς ἀποφάσεις τὰς ἐκδοθείσας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους :

α) Τὰς τελεσιδίκους καὶ ἐκτελεστὰς ἀποφάσεις τὰς ἐκδοθείσας ἐπὶ ἀστικῶν ὑποθέσεων.

β) Τὰς τελεσιδίκους καὶ ἐκτελεστὰς ἀποφάσεις τὰς ἐκδοθείσας ἐπὶ ποινικῶν ὑποθέσεων, ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὴν ἀποκατάστασιν τῶν ζημιῶν καὶ τὴν ἀπόδοσιν τῶν πραγμάτων.

γ) Τοὺς δικαστικοὺς συμβιβασμοὺς ἐπὶ ἀστικῶν ὑποθέσεων.

2. Ὡς δικαστικαὶ ἀποφάσεις κατὰ τὴν ἔννοιαν τῆς παραγράφου 1 λογίζονται καὶ αἱ ἀποφάσεις αἱ ἐκδοθεῖσαι ἐπὶ κληρονομικῶν ὑποθέσεων παρὰ τῶν ὀργάνων τοῦ ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους ἅτινα κατὰ τὴν νομοθεσίαν του εἶναι ἁρμόδια διὰ τὴν ἐκδίκασιν κληρονομικῶν ὑποθέσεων.

Ἄρθρον 22.

Αἱ ἐν ἄρθρῳ 21 δικαστικαὶ ἀποφάσεις θὰ ἀναγνωρίζωνται καὶ θὰ κηρύσσωνται ἐκτελεσταὶ ὑπὸ τοὺς ἀκολούθους ὅρους :

α) Ὅταν, συμφώνως πρὸς τὸ δίκαιον τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἀναγνώρισις ἢ ἡ ἐκτέλεσις, ἡ ἁρμοδιότης τῶν δικαστηρίων τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ἐξεδόθη ἡ ἀπόφασις, δὲν ἀποκλείεται.

β) Ἐὰν ἡ δικαστικὴ ἀπόφασις εἶναι τελεσίδικος καὶ ἐκτελεστὴ κατὰ τὴν νομοθεσίαν τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου αὕτη ἐξεδόθη.

γ) Ὅταν διὰ τῆς ἀναγνωρίσεως ἢ τῆς ἐκτελέσεως τῆς δικαστικῆς ἀποφάσεως δὲν θὰ θιγοῦν θεμελιώδεις ἀρχαὶ τῆς νομοθεσίας ἢ τῆς δημοσίας τάξεως τοῦ συμβαλλομένου Μέρους, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου θὰ ἔδει νὰ ἀναγνωρισθῇ ἢ νὰ ἐκτελεσθῇ ἡ ἀπόφασις.

δ) Ἐὰν ἐπὶ τῆς αὐτῆς ὑποθέσεως δὲν ἔχῃ ἐκδοθῇ προηγουμένως ἀπόφασις ἀποκτήσασα ἰσχὺν δεδικασμένου παρὰ ἁρμοδίας δικαστικῆς ἀρχῆς τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις συμβαλλομένου Μέρους.

ε) Ὅταν τὸ πρόσωπον, τὸ ὁποῖον δὲν ἔλαβε μέρος εἰς τὴν δίκην καὶ κατὰ τοῦ ὁποίου ἐξεδόθη ἡ ἀπόφασις, ἔχῃ λάβει ἐγκαίρως, αὐτοπροσώπως ἢ διὰ τοῦ ἀντιπροσώπου του, τὴν κλήτευσιν ἢ ἀντίγραφον τῆς ἀγωγῆς μετὰ τῶν συνημμένων ἐγγράφων, συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ἐξέδοθη ἡ ἀπόφασις. Δὲν λογίζεται ὡς ἐπιδοθεῖσα κλήτευσις γενομένη διὰ θυροκολλήσεως.

Ἄρθρον 23.

1. Ἡ αἴτησις περὶ κηρύξεως τοῦ τίτλου ἐκτελεστοῦ δύναται νὰ κατατεθῇ ἀπ' εὐθείας ὑπὸ τοῦ ἐνδιαφερομένου ἐνώπιον τοῦ ἁρμοδίου δικαστηρίου τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου θὰ ἔδει νὰ πραγματοποιηθῇ ἡ ἐκτέλεσις, ἢ ἐνώπιον τοῦ δικαστηρίου τὸ ὁποῖον ἀπεφάνθη εἰς πρῶτον βαθμὸν ἐπὶ τῆς ἐν λόγῳ ὑποθέσεως.

2. Εἰς τὴν αἴτησιν δέον νὰ ἐπισυναφθοῦν τὰ κάτωθι :

α) Κεκυρωμένον ἀντίγραφον τῆς δικαστικῆς ἀποφάσεως ἢ τοῦ δικαστικοῦ συμβιβασμοῦ, ὡς καὶ πιστοποίησις βεβαιοῦσα ὅτι ἡ ἀπόφασις εἶναι τελεσίδικος καὶ ἐκτελεστή, ἐὰν τὰ στοιχεῖα ταῦτα δὲν προκύπτουν ἐξ αὐτῆς ταύτης τῆς ἀποφάσεως.

β) Πιστοποίησις βεβαιοῦσα ὅτι ὁ διάδικος ὅστις δὲν ἔλαβε μέρος εἰς τὴν δίκην καὶ κατὰ τοῦ ὁποίου ἐξεδόθη ἡ ἀπόφασις ἐκλητεύθη ἐγκαίρως καὶ συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ἐξεδόθη ἡ ἀπόφασις.

γ) Μετάφρασις τῶν ἐν ἐδαφίοις (α) καὶ (β) ἐγγράφων ὡς καὶ μετάφρασις τῆς αἰτήσεως, ἐὰν αὕτη δὲν εἶναι συνταγμένη εἰς τὴν γλῶσσαν τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ἡ ἀπόφασις θὰ ἔδει νὰ ἀναγνωρισθῇ ἢ ἐκτελεσθῇ.

3. Ἡ αἴτησις ἐκτελέσεως δύναται νὰ διατυπωθῇ συγχρόνως μετὰ τῆς αἰτήσεως περὶ κηρύξεως τοῦ τίτλου ἐκτελεστοῦ.

Ἄρθρον 24.

1. Τὰ δικαστήρια τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου δέον νὰ ἐκτελεσθῇ ἡ ἀπόφασις θὰ ἀποφασίσουν ἐπὶ τῆς ἀποδοχῆς τῆς αἰτήσεως ἐκτελέσεως ὡς καὶ ἐπὶ τῶν τυχὸν ἀντιταχθησομένων ἐνστάσεων καὶ θὰ προβοῦν εἰς τὴν ἀναγνώρισιν καὶ τὴν ἐκτέλεσιν συμφώνως πρὸς τοὺς ἰδίους αὐτῶν νόμους, ἐκτὸς ἐὰν ἄλλως ὁρίζῃ ἡ παροῦσα Σύμβασις.

2. Τὸ ἐπιληφθὲν τῆς αἰτήσεως περὶ κηρύξεως τοῦ τίτλου ἐκτελεστοῦ δικαστήριον θὰ περιορισθῇ εἰς τὴν διατύπωσιν τῆς ὑπάρξεως τῶν ἐν ἄρθρῳ 22 προβλεπομένων ὅρων. Εἰς περίπτωσιν δὲ συνδρομῆς αὐτῶν, τὸ δικαστήριον θὰ ἐπιτρέψῃ τὴν ἀναγνώρισιν καὶ τὴν ἐκτέλεσιν.

Ἄρθρον 25.

Αἱ τελεσίδικοι δικαστικαὶ ἀποφάσεις τοῦ ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἐπὶ ὑποθέσεων σχετικῶν πρὸς τὴν προσωπικὴν κατάστασιν τῶν ἰδίων αὐτοῦ ὑπηκόων ἀναγνωρίζονται καὶ ἰσχύουν ἐπὶ τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους ἄνευ οὐδεμιᾶς διαδικασίας ἀναγνωρίσεως.

Ἄρθρον 26.

1. Ὁσάκις ὁ εἷς τῶν διαδίκων, ἀπαλλαγεὶς τῆς καταβολῆς δικαστικῆς ἐγγυήσεως, ὑποχρεοῦται διὰ τελεσιδίκου ἀποφάσεως εἰς καταβολὴν τῶν δικαστικῶν ἐξόδων εἰς τὸν ἕτερον διάδικον, ἡ ἀπόφασις αὕτη ἐκτελεῖται δωρεὰν κατόπιν αἰτήσεως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους.

2. Σχετικῶς πρὸς τὴν διεκδίκησιν τῶν δικαστικῶν ἐξόδων τῶν προκαταβληθέντων παρὰ τοῦ Κράτους, ὡς καὶ τῶν τελῶν τῶν ὁποίων ἀπηλλάγη ὁ διάδικος, τὸ δικαστήριον τοῦ συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου

ἐγεννήθη ἡ ὑποχρέωσις πληρωμῆς, θὰ ζητήσῃ ἀπὸ τὸ ἁρμόδιον δικαστήριον τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους ὅπως διεκδικήσῃ τὴν εἴσπραξιν τῶν ἐξόδων καὶ τελῶν. Τὸ εἰσπραττόμενον ποσὸν θὰ τεθῇ εἰς τὴν διάθεσιν τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς ἢ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους.

3. Εἰς τὰς ὑπὸ τῶν ἐδαφίων 1 καὶ 2 προβλεπομένας αἰτήσεις δέον νὰ ἐπισυνάπτωνται κεκυρωμένον ἀντίγραφον τοῦ σχετικοῦ πρὸς τὸ ὕψος τῶν δικαστικῶν ἐξόδων ἀποσπάσματος τῆς δικαστικῆς ἀποφάσεως πιστοποίησις ὅτι ἡ ἀπόφασις εἶναι τελεσίδικος, ὡς καὶ μετάφρασις τῶν ἐγγράφων τούτων.

4. Τὸ ἐξουσιοδοτοῦν τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐν ἐδαφίοις 1 καὶ 2 προβλεπομένων ἀποφάσεων δικαστηρίου περιορίζεται εἰς μόνην τὴν ἐπαλήθευσιν τῶν στοιχείων τῶν πιστοποιούντων ὅτι ἡ ἀπόφασις εἶναι τελεσίδικος καὶ ἐκτελεστή.

Ἄρθρον 27.

Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος θὰ ἀναγνωρίζῃ καὶ θὰ ἐκτελῇ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του τὰς διαιτητικὰς ἀποφάσεις ἐπὶ ἐμπορικῶν ὑποθέσεων τὰς ἐκδοθείσας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους συμφώνως πρὸς τὴν περὶ ἀναγνωρίσεως καὶ ἐκτελέσεως τῶν ἀλλοδαπῶν διαιτητικῶν ἀποφάσεων Σύμβασιν, τὴν συναφθεῖσαν ἐν Νέᾳ Ὑόρκῃ τὴν 10ην Ἰουνίου 1958.

Αἱ διαιτητικαὶ ἀποφάσεις ἐπὶ θεμάτων ἀστικοῦ δικαίου αἱ ἐκδοθεῖσαι ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἀναγνωρίζωνται καὶ θὰ δύνανται νὰ ἐκτελεσθοῦν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους, ὑπὸ τὰς ἐν ἄρθροις 22 καὶ 23 προϋποθέσεις καὶ καθ' ὃ μέτρον αἱ προϋποθέσεις αὗται τυγχάνουν ἐφαρμοστέαι ἐπὶ διαιτητικῶν ἀποφάσεων.

Ἄρθρον 28.

Ἡ ἐφαρμογὴ τῶν σχετικῶν πρὸς τὴν ἐκτέλεσιν τῶν δικαστικῶν καὶ διαιτητικῶν ἀποφάσεων ὡς καὶ τῶν δικαστικῶν συμβιβασμῶν διατάξεων δὲν δύναται νὰ θίξῃ τὰς διατάξεις νόμου τῶν συμβαλλομένων Μερῶν τὰς σχετικὰς πρὸς τὴν μεταφορὰν χρηματικῶν ποσῶν ἢ τὴν μεταβίβασιν ἀγαθῶν κτηθέντων κατόπιν τῆς ἐκτελέσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI

Ἔκδοσις.

Ἄρθρον 29.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἐκδίδουν ἀμοιβαίως, συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν τῷ παρόντι κεφαλαίῳ κανόνας καὶ προϋποθέσεις ἐπὶ σκοπῷ ποινικῆς διώξεως, δίκης ἢ ἐκτελέσεως ποινῆς τὰ πρόσωπα τὰ εὑρισκόμενα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν, ἅτινα διώκονται ἢ καταζητοῦνται διὰ τοὺς ὡς ἄνω λόγους ὑπὸ τῶν ἀρχῶν τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους.

Ἡ ἔκδοσις δὲν ἐπιτρέπεται παρὰ μόνον ὅταν ἡ κατηγορουμένη πρᾶξις ἢ ἡ πρᾶξις διὰ τὴν ὁποίαν ἔχει καταδικασθῇ τὸ εἰς ἔκδοσιν ζητούμενον πρόσωπον, προβλέπεται ὡς ἀδίκημα ὑπὸ τῶν νόμων ἀμφοτέρων τῶν συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἡ ἔκδοσις δι' ἄσκησιν διώξεως ἢ εἰσαγωγὴν εἰς δίκην χωρεῖ μόνον ἂν, κατὰ τοὺς νόμους ἀμφοτέρων τῶν συμβαλλομένων Μερῶν, ἡ πρᾶξις ἐπισύρει ποινὴν στερητικὴν τῆς ἐλευθερίας μεγαλυτέραν τῶν δύο ἐτῶν ἢ βαρυτέραν ποινήν. Ἐὰν ἡ ἔκδοσις ζητῆται δι' ἐκτέλεσιν τῆς ποινῆς, χωρεῖ μόνον ἂν ἡ καταγνωσθεῖσα ποινὴ εἶναι μεγαλυτέρα τοῦ ἑνὸς ἔτους φυλακίσεως ἢ βαρυτέρα.

Ἄρθρον 30.

Δὲν δύνανται νὰ ἐκδοθοῦν :

α) Τὰ πρόσωπα ἅτινα κατὰ τὸν χρόνον τῆς λήψεως τῆς αἰτήσεως ἐκδόσεως εἶναι πολῖται τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις ἐκδόσεως συμβαλλομένου Μέρους.

β) Οἱ ἀπάτριδες οἱ κατοικοῦντες ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρους, ὡς καὶ τὰ πρόσωπα ὧν ἡ ἔκδοσις ἀπαγορεύεται ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρους.

Ἄρθρον 31.

Ἡ ἔκδοσις δὲν ἐπιτρέπεται ἂν :

α) Ἡ πρᾶξις διεπράχθη ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρους.

β) Τὸ ἀδίκημα ἕνεκα τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἔκδοσις διεπράχθη ἐκτὸς τοῦ ἐδάφους τοῦ αἰτοῦντος Μέρους καὶ ὅταν ἡ νομοθεσία τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρους δὲν προβλέπει δίωξιν εἰς περίπτωσιν παρομοίου ἀδικήματος διαπραχθέντος ἐκτὸς τοῦ ἐδάφους του ἢ δὲν δέχεται τὴν ἔκδοσιν διὰ τὰ ἀδικήματα περὶ ὧν ἡ αἴτησις ἐκδόσεως.

γ) Κατὰ τοὺς νόμους τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν ἡ ποινικὴ δίωξις δὲν δύναται νὰ κινηθῇ ἄνευ προτέρας ἐγκλήσεως τοῦ ζημιωθέντος.

δ) Ἡ πρᾶξις διὰ τὴν ὁποίαν ζητεῖται ἡ ἔκδοσις ἔχῃ κατὰ τὴν νομοθεσίαν τοῦ ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν παραγραφῇ ἢ ἀμνηστευθῇ, ἢ ἂν ὑφίσταται ἄλλη τις νόμιμος αἰτία κωλύουσα τὴν κίνησιν τῆς ποινικῆς διώξεως ἢ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς ποινῆς.

ε) Κατὰ τοῦ προσώπου τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἔκδοσις ἔχει ἐκδοθῇ τελεσίδικος ἀπόφασις ὑπὸ τῶν δικαστικῶν ἀρχῶν τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρους ἢ ἂν αὗται ἔπαυσαν τὴν ποινικὴν δίωξιν διὰ τὴν αὐτὴν πρᾶξιν.

Ἄρθρον 32.

Ἡ ἔκδοσις δύναται νὰ ἀναβληθῇ ἂν τὸ πρόσωπον τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἔκδοσις εἶναι ἀναμεμιγμένον εἰς ποινικὴν τινα δίκην ἢ δέον νὰ ἐκτίσῃ στερητικὴν τῆς ἐλευθερίας ποινὴν καταγνωσθεῖσαν ὑπὸ δικαστηρίου τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρους.

Εἰς περίπτωσιν ἀναβολῆς, ἡ ἔκδοσις δὲν δύναται νὰ χωρήσῃ εἰμὴ μετὰ τὸ πέρας τῆς ποινικῆς δίκης, ἢ, εἰς περίπτωσιν καταδικαστικῆς ἀποφάσεως, μετὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς ποινῆς.

Εἰς ἣν περίπτωσιν ἡ ἀναβολὴ θὰ συνέπιπτε μὲ τὴν ἐκπνοὴν τῆς προθεσμίας παραγραφῆς τῆς ποινικῆς διώξεως ἢ θὰ ἠδύνατο νὰ δημιουργήσῃ σοβαρὰς δυσχερείας διὰ τὴν διαπίστωσιν τῶν πραγματικῶν περιστατικῶν, δύναται νὰ ἐπιτραπῇ προσωρινῇ ἔκδοσις ὑπὸ τὸν ρητὸν ὅρον ὅτι τὸ ἐκδοθησόμενον πρόσωπον θὰ ἐπαναχθῇ μετὰ τὴν συμπλήρωσιν τῶν διαδικαστικῶν πράξεων δι' ἃς ἐπετράπη ἡ ἔκδοσις.

Ἄρθρον 33.

Ὁ ἐκδοθεὶς δὲν δύναται νὰ διωχθῇ ἢ δικασθῇ εἰμὴ διὰ τὸ προκαλέσαν τὴν ἔκδοσιν ἀδίκημα, δὲν δύναται νὰ ὑποβληθῇ εἰς ἐκτέλεσιν ἄλλης ποινῆς εἰμὴ μόνον εἰς ἐκείνην ἥτις προεκάλεσε τὴν ἔκδοσιν καὶ δὲν δύναται νὰ ἐκδοθῇ εἰς τρίτον κράτος, εἰμὴ μόνον ἂν :

α) Ὑφίσταται προτέρα συναίνεσις τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρους

β) παρ' ὅτι εἶχε τὴν δυνατότητα, δὲν ἐγκατέλειψε τὸ ἔδαφος τοῦ αἰτοῦντος Μέρους ἐντὸς μηνὸς ἀπὸ τοῦ τέλους τῆς ποινικῆς δίκης ἢ τῆς ἐκτελέσεως τῆς ποινῆς, ἢ, ἐξελθὼν τοῦ ἐδάφους τούτου, ἐπανῆλθε.

Ἄρθρον 34.

Ἐπὶ θεμάτων ἐκδόσεως, τὰ δύο συμβαλλόμενα Μέρη ἐπικοινωνοῦν μεταξὺ των μέσῳ τῶν Ὑπουργείων Ἐξωτερικῶν.

Ἄρθρον 35.

1. Εἰς τὴν αἴτησιν ἐκδόσεως πρὸς τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρος δέον νὰ ἐπισυνάπτωνται :

α) Κεκυρωμένον ἀντίγραφον τοῦ ἐντάλματος συλλήψεως καί, εἰς ἣν περίπτωσιν ἡ ἔκδοσις ζητεῖται δι' ἐκτέλεσιν ποινῆς, κεκυρωμένον ἀντίγραφον τῆς τελεσιδίκου ἀποφάσεως. Εἰς ἣν περίπτωσιν τὸ ἔνταλμα συλλήψεως δὲν ἀναφέρει τὴν πρᾶξιν μετ' ἐνδείξεως τοῦ τόπου καὶ τοῦ χρόνου διαπράξεως, οὐδὲ τὸ νομικὸν αὐτῆς χαρακτηρισμόν, τὰ στοιχεῖα ταῦτα δέον νὰ συμπεριλαμβανωνται εἰς κεκυρωμένον πρόσθεμα.

β) Ἀντίγραφον τῶν ἐπὶ τῆς ὑποθέσεως ἐφαρμοστέων νομικῶν διατάξεων.

γ) Στοιχεῖα περὶ τῆς διαρκείας τῆς μὴ ἐκτιθείσης ποινῆς, εἰς ἣν περίπτωσιν ἡ ἔκδοσις ζητεῖται διὰ πρόσωπον καταδικασθὲν καὶ ἐκτίσαν μέρος τῆς ποινῆς του.

δ) Πάντα τὰ στοιχεῖα τὰ δυνάμενα νὰ χρησιμεύουν διὰ τὴν ἐξακρίβωσιν τῆς ταὐτότητος τοῦ προσώπου τοῦ ὁποίου ζητεῖται ἡ ἔκδοσις.

2. Τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρος δύναται νὰ ζητήσῃ συμπληρωματικὰ στοιχεῖα ἂν τὰ ἐν τῷ προηγουμένῳ ἐδαφίῳ στοιχεῖα εἶναι ἀτελῆ. Τὸ ἕτερον Μέρος δέον νὰ ἀπαντήσῃ εἰς τὴν αἴτησιν ταύτην ἐντὸς προθεσμίας τὸ πολὺ δύο μηνῶν. Ἡ προθεσμία αὕτη δύναται νὰ παραταθῇ ἐπὶ δέκα πέντε εἰσέτι ἡμέρας ρπὸ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν διὰ βασίμους λόγους.

3. Ἐὰν τὸ αἰτοῦν Μέρος δὲν παράσχῃ τὰ συμπληρωματικὰ στοιχεῖα ἐντὸς τῆς ὡς ἄνω προθεσμίας, τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρος δύναται νὰ ἀπολύσῃ τὸν συλληφθέντα.

Ἄρθρον 36.

Μετὰ τὴν πλήρωσιν τῶν τυπικῶν προϋποθέσεων τῆς ἐκδόσεως, τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρος, ἀφοῦ λάβῃ τὴν αἴτησιν ἐκδόσεως, θὰ προβῇ ἄνευ καθυστερήσεως εἰς τὴν λῆψιν μέτρων διὰ τὴν σύλληψιν του ἐν τῇ αἰτήσει ἐκδόσεως ἀναγραφομένου, ἐξαιρουμένων τῶν περιπτώσεων καθ' ἃς κατὰ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, δὲν δύναται νὰ χωρήσῃ ἡ ἔκδοσις.

Ἄρθρον 37.

Εἰς ἐπειγούσας περιπτώσεις, ἡ σύλληψις προσώπου τινὸς δύναται ἐπίσης νὰ λάβῃ χώραν πρὸ τῆς λήψεως αἰτήσεως ἐκδόσεως ἂν τὸ αἰτοῦν συμβαλλόμενον Μέρος ἤθελε ζητήσει τοῦτο. Ἡ αἴτησις θὰ ἀναφέρῃ τὸ ἔνταλμα συλλήψεως ἢ τὴν τελεσίδικον ἀπόφασιν τὴν ἐκδοθεῖσαν κατὰ τοῦ προσώπου τούτου, διευκρινίζουσα ὅτι ἡ αἴτησις ἐκδόσεως θὰ ἀποσταλῇ ἐκ τῶν ὑστέρων. Ἡ αἴτησις προληπτικῆς συλλήψεως δύναται νὰ διαβιβασθῇ πρὸς τὰς ἀρχὰς τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρους εἴτε ταχυδρομικῶς ἢ τηλεγραφικῶς εἴτε διὰ παντὸς ἄλλου μέσου καταλείποντος ἔγγραφον μήνυμα. Τὸ ἕτερον τῶν συμβαλλομένων Μερῶν εἰδοποιεῖται πάραυτα περὶ τῆς πραγματοποιηθείσης συλλήψεως κατὰ τὸ προηγούμενον ἐδάφιον.

Ἡ διάρκεια τῆς προληπτικῆς κρατήσεως τῆς ἀποφασισθείσης κατὰ τὸ ἐδάφιον 1, δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τὸν μῆνα. Ἡ προθεσμία αὕτη δύναται νὰ παραταθῇ ἐπὶ 15 ἡμέρας αἰτήσει τοῦ αἰτοῦντος Μέρους.

Ἐν πάσῃ περιπτώσει, ἡ προσωρινὴ ἀπόλυσις εἶναι ὁποτεδήποτε δυνατή, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις μέρος θὰ λάβῃ πᾶν κατὰ τὴν κρίσιν του ἀναγκαῖον μέτρον διὰ τὴν ἀποτροπὴν τῆς διαφυγῆς τοῦ ζητουμένου εἰς ἔκδοσιν προσώπου.

Ἄρθρον 38.

Τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρος θὰ γνωρίσῃ εἰς τὸ αἰτοῦν Μέρος τὴν ἐπὶ τῆς ἐκδόσεως ἀπόφασίν του.

Εἰς περίπτωσιν ὁλικῆς ἢ μερικῆς ἀπορρίψεως ἐκ μέρους τῆς δικαστικῆς ἀρχῆς εἰς τὸ αἰτοῦν Μέρος κοινοποιοῦνται οἱ λόγοι τῆς τοιαύτης ἀποφάσεως.

Εἰς περίπτωσιν ἀποδοχῆς τῆς ἐκδόσεως, τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρος ὑποχρεοῦται νὰ ἀνακοινώσῃ εἰς τὸ αἰτοῦν Μέρος τὸν τόπον καὶ χρόνον τῆς παραδόσεως τοῦ ἐκδιδομένου.

Ἐὰν ὁ ἐκπρόσωπος τοῦ αἰτοῦντος Μέρους δὲν προσέλθῃ εἰς τὸν ὑποδειχθέντα τόπον καὶ χρόνον διὰ νὰ παραλάβῃ τὸ πρόσωπον τοῦ ὁποίου ἐγένετο ἀποδεκτὴ ἡ ἔκδοσις, τοῦτο θὰ εἶναι δυνατὸν νὰ ἀπολυθῇ. Ἐν πάσῃ περιπτώσει ἀπολύεται μετὰ παρέλευσιν 15 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς προαναφερθείσης ἡμερομηνίας. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην, ἐὰν ὑποβληθῇ ἐκ νέου αἴτησις ἐκδόσεως, αὕτη θὰ δύναται νὰ ἀπορριφθῇ.

Ἄρθρον 39.

Ἐὰν ζητῆται ἡ ἔκδοσις τοῦ αὐτοῦ προσώπου παρὰ πλειόνων Κρατῶν, τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρος θὰ ἀποφασίσῃ πρὸς ποῖον Κράτος θὰ γίνῃ ἡ ἔκδοσις.

Ἄρθρον 40.

Ἐὰν ὁ ἐκδιδόμενος ἐπιτύχῃ νὰ διαφύγῃ τὴν ποινικὴν δίωξιν, τὴν προσέλευσιν ἐνώπιον τοῦ δικαστηρίου ἢ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς ποινῆς καὶ ἐπανέλθῃ εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρους, δύναται νὰ ἐκδοθῇ ἐκ νέου. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην δὲν εἶναι πλέον ἀναγκαστικὸν νὰ ἐπισυναφθοῦν εἰς τὴν αἴτησιν τὰ ἐν ἄρθρῳ 35 προβλεπόμενα ἔγγραφα.

Ἄρθρον 41.

Τῇ αἰτήσει τοῦ αἰτοῦντος Μέρους, τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρος θὰ παραδίδῃ :

α) Τὰ δυνάμενα νὰ χρησιμεύσουν ὡς ἀποδεικτικὰ μέσα ἐν τῇ ποινικῇ δίκῃ ἀντικείμενα. Τὰ ἀντικείμενα τοῦτα θὰ παραδίδωνται ὡσαύτως ὁσάκις ἡ ἔκδοσις δὲν δύναται νὰ χωρήσῃ λόγῳ θανάτου, δραπετεύσεως ἢ ἐξ ἄλλων περιστάσεων.

β) Τὰ ἀντικείμενα τὰ προφανῶς ἐκ τῆς πράξεως τοῦ ἀδικήματος παρερχόμενα, ἢ τὰ χρησιμεύσαντα εἰς τὴν διάπραξίν του.

Ἡ παράδοσις τῶν ἀντικειμένων γίνεται ἔναντι ἀποδείξεως.

Ἐὰν τὰ αἰτούμενα ἀντικείμενα εἶναι ἀναγκαῖα εἰς τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτος διὰ ποινικὴ δίκην, δύνανται προσωρινῶς νὰ κρατηθοῦν ἢ νὰ παραδοθοῦν ὑπὸ τὸν ὅρον τῆς ἐπιστροφῆς των.

Τὰ δικαιώματα τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρους ἢ τῶν τρίτων ἐπὶ τῶν ἀντικειμένων αὐτῶν διατηροῦνται. Ἂν ὑφίστανται τοιαῦτα δικαιώματα, τὰ ἀντικείμενα θὰ ἐπιστρέφωνται εἰς τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρος τὸ ταχύτερον δυνατόν.

Ἡ παράδοσις τῶν χρηματικῶν ποσῶν ἢ ἄλλων ἀγαθῶν πραγματοποιεῖται τηρουμένων τῶν νόμων τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις. Μέρους.

Ἄρθρον 42.

Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιτρέπει, κατόπιν αἰτήσεως τοῦ ἑτέρου, τὴν διὰ τοῦ ἐδάφους του διέλευσιν τῶν ὑπὸ τοῦ τρίτου Κράτους πρὸς τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον Μέρος ἐκδιδομένων προσώπων.

Ἡ αἴτησις ἀδείας διελεύσεως διαβιβάζεται καὶ ἱκανοποιεῖται κατὰ τοὺς αὐτοὺς κανόνας ὡς καὶ ἡ αἴτησις ἐκδόσεως.

Ἄρθρον 43.

Τὰ ἔξοδα ἐκδόσεως βαρύνουν τὸ Μέρος ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου πραγματοποιοῦνται.

Τὰ ἔξοδα διελεύσεως βαρύνουν τὸ αἰτοῦν Μέρος.

Ἄρθρον 44.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη γνωστοποιοῦν ἀμοιβαίως τὰς σχετικὰς πρὸς τὴν ἀσκηθεῖσαν ποινικὴν δίωξιν κατὰ τῶν ἐκδιδομένων προσώπων πληροφορίας. Ἐὰν κατὰ τῶν προσώπων αὐτῶν, ἐξεδόθη τελεσίδικος ἀπόφασις, δέον νὰ ἀποσταλῇ ἀντίγραφον τῆς ἀποφάσεως ταύτης.

Ἄρθρον 45.

Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος θὰ κοινοποιῇ πρὸς τὸ ἕτερον τὰ στοιχεῖα τὰ σχετικὰ πρὸς τὰς τελεσιδίκους ἀποφάσεις τὰς ἐκδοθείσας ὑπὸ τῶν δικαστηρίων τοῦ ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν κατὰ πολιτῶν τοῦ ἑτέρου Μέρους. Συγχρόνως θὰ διαβιβάζωνται τὰ ὑπάρχοντα δακτυλικὰ ἀποτυπώματα τῶν καταδικαζομένων.

Ἄρθρον 46.

Κατόπιν αἰτήσεως τῶν δικαστικῶν ἀρχῶν ἢ τῶν ἀνακριτικῶν ποινικῶν ὀργάνων τοῦ ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Μερῶν, θὰ παρέχωνται δωρεὰν παρὰ τοῦ ἑτέρου τῶν συμβαλλομένων Μερῶν πληροφορίαι περὶ τοῦ ποινικοῦ παρελθόντος τῶν διωκομένων προσώπων ἢ τῶν εἰς δίκην εἰσαγομένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ συμβαλλομένου τούτου Μέρους. Ἡ κοινοποίησις θὰ γίνεται συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 3.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VII.

Τελικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 47.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ὑποβληθῇ πρὸς ἐπικύρωσιν. Ἡ ἀνταλλαγὴ τῶν πράξεων ἐπικυρώσεως θὰ λάβῃ χώραν ἐν Ἀθήναις, τὸ ταχύτερον δυνατόν.

2. Ἡ Σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν ἑξηκοστὴν ἡμέραν ἀπὸ τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως.

Ἄρθρον 48.

Ἡ σύμβασις συνάπτεται διὰ περίοδον πέντε ἐτῶν, θὰ θεωρῆται δὲ παρατεινομένη ἑκάστοτε διὰ μίαν νέαν περίοδον πέντε ἐτῶν ἂν οὐδὲν τῶν συμβαλλομένων Μερῶν τὴν καταγγείλῃ ἓξ μῆνας τοὐλάχιστον πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς προθεσμίας ταύτης.

Ἐγένετο ἐν Βουκουρεστίῳ τῇ δεκάτῃ ἑνάτῃ Ὀκτωβρίου 1972, εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν Γαλλικήν, ἀμφότερα ἔχοντα τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Εἰς πίστωσιν οἱ πληρεξούσιοι τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἀποθέσαντες ἐπ' αὐτῆς τὰς σφραγίδας των.

Διὰ τὸ Βασίλειον τῆς Ἑλλάδος
(ὑπογρ.) Α. ΦΡΥΔΑΣ

Διὰ τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας
(ὑπογρ.) N. ECOBESCU

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας τῆς ἀφορώσης εἰς τὴν δικαστικὴν συνδρομὴν ἐπὶ ἀστικῶν καὶ ποινικῶν ὑποθέσεων, οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων διατάξεων, αἵτινες θεωροῦνται ὡς ἀποτελοῦσαι τμῆμα τῆς ρηθείσης Συμβάσεως :

I. Ἐν τῇ ἐννοίᾳ τῆς Συμβάσεως :

1. Ἡ ἔκφρασις «ἐπὶ ἀστικῶν ὑποθέσεων» περιλαμβάνει ἐπίσης τὸ ἐμπορικὸν δίκαιον, τὸ οἰκογενειακόν, ὡς καὶ τὰ τῆς προσωπικῆς καταστάσεως.

2. Ἡ ἔκφρασις «δικαστικὴ ἀρχὴ» δηλοῖ πᾶσαν ἀρχὴν εἰς τὴν ἁρμοδιότητα τῆς ὁποίας ὑπάγονται αἱ ἀστικαὶ καὶ ποινικαὶ ὑποθέσεις, συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους ἑκατέρου τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν.

II. Ὅσάκις αἱ διατάξεις τῆς Συμβάσεως ἀπαιτοῦν μετάφρασιν πράξεων ἢ ἐγγράφων, αὕτη θὰ γίνεται εἰς τὴν γλῶσσαν τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρους ἢ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὸ Βασίλειον τῆς Ἑλλάδος.
(ὑπογρ.) Α. ΦΡΥΔΑΣ

Διὰ τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας
(ὑπογρ.) N. ECOBESCU

Ἄρθρον 2.

Ἡ ἰσχὺς τῆς ἀνωτέρω Συμβάσεως ἄρχεται ἀπὸ τῆς πληρώσεως τῶν προϋποθέσεων περὶ ὧν τὸ ἄρθρον 47 αὐτῆς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Μαΐου 1974

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΦΑΙΔΩΝ ΓΚΙΖΙΚΗΣ
ΣΤΡΑΤΗΓΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΔΑΜΑΝΤΙΟΣ ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ
ΤΑ ΜΕΛΗ
ΚΩΝΣΤ. ΡΑΛΛΗΣ, ΗΛ. ΜΠΑΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΣΠΥΡ. ΤΕΤΕΝΕΣ, ΕΥΣΤ. ΛΑΤΣΟΥΔΗΣ, ΒΑΣ. ΤΣΟΥΜΠΑΣ, ΣΤΥΛ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ, ΓΕΩΡΓ. ΤΣΟΥΜΑΝΗΣ, ΔΗΜ. ΤΣΑΚΩΝΑΣ, ΠΑΝ. ΧΡΗΣΤΟΥ, ΤΖΩΡ. ΤΖΩΡΤΖΑΚΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΥΠΡΑΙΟΣ, ΧΑΡ. ΓΕΩΡΓΙΟΠΟΥΛΟΣ, ΤΡ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΑΚΟΣ, ΑΛΕΞ. ΤΖΑΒΕΛΛΑΣ, ΚΩΝΣΤ. ΣΚΙΑΔΟΠΟΥΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 20 Μαΐου 1974

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974 ὡς κάτωθι:

Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεῦχος	Α'	Δραχ.	600
2. » »	Β'	»	700
3. » »	Γ'	»	500
4. » »	Δ'	»	1.000
5. » »	Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	500
6. » »	Παράρτημα	»	300
7. » »	Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λ.π.	»	3.000
8. » »	Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία		»	6.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ Τεῦχος	Α'	Δραχ.	30
2. » »	Β'	»	35
3. » »	Γ'	»	25
4. » »	Δ'	»	50
5. » »	Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	25
6. » »	Παράρτημα	»	15
7. » »	Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	150
8. » »	Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη		»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 3, ἀπὸ 9 ἕως 40 σελ. δραχ. 8, ἀπὸ 41 ἕως 80 σελ. δραχ. 15, ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως ἑκάστου φύλλου προσαυξάνεται κατὰ δραχ. 15 ἀνὰ 80 σελίδας.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι' Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	400
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	10.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	2.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ τῶν ἀφορωσῶν εἰς προσωρινὰς διατάξεις	»	1.000
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939	»	200
6. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	4.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	1.000
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	600
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν ἐν γένει, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ. Σ. τοῦ ΕΛΤΑ δι' ὧν ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ	»	4.000
10. Τῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70	»	2.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	10.000
12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεογράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	Δραχ.	1.000
13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεογράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967	»	1.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	400
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	200
4. Τῶν Ἰσολογισμῶν	»	1.000
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	1.000

Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν – Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν – Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	1.000
2. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν ὡς ἄνω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	1.000

ΙΙ Εἰς τὸ Τέταρτον τεῦχος, τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων » 400

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5%.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ – ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (RONEO 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΠΡΟΪΣΤΑΜΕΝΟΣ ΤΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ Ε.Τ.

ΧΡ. ΛΑΓΟΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ